

Comment injecter du très haut débit dans l'action publique locale

par Martine Courgnaud Del Ry



© Adobe stock/ Monopoly919

La crise du Covid-19 l'a montré : les collectivités à même de répondre le plus vite à l'urgence étaient dotées d'une forte culture numérique et des réseaux qui vont avec. Mais disposer du très haut débit et de connexions fiables n'est pas donné à tous les territoires. C'est tout l'enjeu du raccordement le plus large possible au très haut débit, un enjeu d'efficacité et d'innovation de l'action publique qui repose sur un défi technologique à relever au plus vite.

Si certains pouvaient encore en douter ou l'ignorer, la pandémie a révélé du jour au lendemain notre dépendance au très haut débit (THD). Depuis le début de la crise sanitaire, les territoires qui en bénéficient (fibre optique, 4G, technologies radio, « mix technologique ») ont pu répondre aux besoins en lançant au plus vite des services numériques tous azimuts : télétravail, école à la maison, télémédecine, accès à la culture, maintien des liens sociaux, commande en ligne, y compris localement avec des plateformes dédiées aux produits en circuits courts, drive et « click and collect ».

Le THD est ainsi devenu un critère d'attractivité déterminant, à l'heure où de nombreux citoyens expriment l'envie – et parfois ont pris la décision – de quitter les grandes villes, confirmant une tendance amorcée depuis quelques années. Reste que, dans les villes moyennes ou en zones rurales, ex-métropolitaines et néorurales attendent une connexion fiable et des services aussi variés, rapides et efficaces que ceux auxquels ils sont habitués.

Attirer les familles

De fait, les infrastructures THD sont devenues aussi essentielles que les réseaux de gaz ou d'électricité et les routes. Au point que le numérique est même devenu un levier puissant de rationalisation et de performance de la production et de la consommation d'énergie !

« Aujourd'hui, il n'y a plus de débat : la connexion est un élément d'aménagement prépondérant, affirme Patrick Chaize, sénateur de l'Ain et président de l'Avicca⁽¹⁾. Hier, les élus voulaient le THD pour renforcer l'activité économique de leur commune. Aujourd'hui, il leur faut être attractifs aussi pour les particuliers.

Les cadres d'entreprise venus des métropoles, par exemple, à la recherche d'un environnement plus agréable pour leurs familles : sans fibre optique, elles ne restent pas car elles sont coupées du monde », observe le conseiller municipal et ancien maire de Vénarey-les-Laumes. En outre, précise Luc Derriano, chargé de mission à l'Avicca, « les télécoms seront de moins en moins un élément de différenciation économique, puisque tout le monde devrait avoir la fibre en 2025, et qu'il n'y aura plus de réseau cuivre en 2029 ou 2030 ».

Sans compter que, de l'avis de Céline Viollet, ex-adjointe au numérique de Saintes (Charente-Maritime) et présidente du syndicat informatique Soluris, « les élus sont aussi poussés à demander

<https://www.courrierdesmaires.fr/96918/comment-injecter-du-tres-haut-debit-dans-laction-publique-locale/>

la fibre par les habitants, eux-mêmes incités par les publicités des opérateurs qui vendent les abonnements avant même qu'elle ne soit posée... ». Mais, si la crise a accéléré les mutations, elle a aussi rendu plus sensible la fracture entre les communes desservies et les autres. Or, le réseau en fibre optique a vocation à devenir le seul. Entre la course contre la montre technologique et l'appétit pour les usages locaux du numérique, les défis restent nombreux...